

Des ouvriers qui votent à droite ou à l'extrême droite, la nouveauté n'est pas nouvelle, il n'a pas fallu attendre Trump aux États-Unis ou Marine Le Pen à Hénin-Beaumont. Déjà en 1980, Reagan avait su attirer à lui la classe ouvrière blanche délaissée par le « libéralisme culturel » des Démocrates⁴. À rebrousse-poil des représentations sur la « Dame de fer », Margaret Thatcher a elle aussi été élue en 1979 et 1983 grâce au « retournement » du vote ouvrier en sa faveur. La cause n'est pas seulement du côté de la peur de l'immigration. Dès l'après-guerre, le nord ouvrier de l'Angleterre connaît un déclin des emplois manuels dans l'industrie sidérurgique, mécanique et métallurgique⁵. Cette lente décomposition de la classe ouvrière anglaise débuta donc bien avant le choc pétrolier de 1973, et nous verrons pourquoi. En plus de la baisse du nombre d'ouvriers manuels au profit des « cols blancs », c'est un délitement *qualitatif* de la conscience et de la sociabilité de classe qui émerge, dû notamment au « déracine-

ment » des populations ouvrières qui accèdent à la propriété, migrent vers les pavillons de banlieue et les villes nouvelles, et se replient, comme la mode de la classe moyenne, sur leur télé et la consommation, délaissant les activités syndicales et les loisirs traditionnellement ouvriers ⁶.

À Roubaix en 2014, La Redoute a remplacé 1 178 ouvriers par des machines pour n'en garder que 500. Son nouveau site automatisé abattrait désormais le double de travail pour un coût 30 % moindre ⁷. Ce qui était une quasi hérésie économique est devenu doxa : l'automatisation détruit les emplois. Prenons l'économiste Keynes en 1933 : « Nous sommes atteints d'un nouveau mal, dont certains lecteurs ne connaissent peut-être pas encore le nom – le chômage technologique. Il désigne le chômage causé par la découverte de procédés nouveaux qui économisent la main-d'œuvre alors que la découverte de nouveaux débouchés pour celle-ci s'avère un peu plus lente. Mais il n'y a

là qu'un état temporaire de réadaptation »⁸. Un état dont les ouvriers de La Redoute attendent toujours qu'il se termine.

Les récentes études avancent des oscillations comprises entre 10 et 50 % des emplois menacés par l'automatisation et l'intelligence artificielle. Elles vont des patrons de Davos, pour qui sept millions d'emplois sont menacés dans les pays les plus industrialisés, au Massachusetts Institute of Technology, qui prévoit 47 % d'emplois américains supprimés ou profondément transformés par le numérique (54 % en Europe). « La notion même d'emploi se transforme » affirme de son côté le rapport Lemoine sur *La Transformation numérique de l'économie française* déposé sur le bureau du ministre Macron en 2014. Mais il conclut qu'« au total, la transformation numérique présente pour la France plus d'opportunités que de risques », espérant « un bond » de 5 % de notre PIB. Reste à savoir si la croissance crée de l'emploi ou si elle en détruit. Car si l'on observe les

courbes de production et de chômage depuis quarante ans, celles-ci augmentent conjointement.

Jusqu'à aujourd'hui, il existait un horizon mental indépassable assurant que l'automatisation ne détruisait pas d'emplois de manière absolue, mais qu'elle en créait d'autres, plus qualifiés, dans la conception, la maintenance et les services. Cette foi économique a été possible grâce à l'expérience des « Trente désastreuses »⁹ qui virent corrélés progrès technique, plein emploi et augmentation des salaires. Situation qui aurait dû perdurer indéfiniment. Mais au mitan des années 1970, on vit le découplage entre productivité, emploi et salaires. En 2013, un salarié moyen américain gagnait 13 % de moins qu'en 1973 (après ajustement à l'inflation) alors que la productivité avait été multipliée par deux. La faute, d'après Martin Ford, revient à la puissance de calcul des ordinateurs. Martin Ford est un entrepreneur de la Silicon Valley pas franchement luddite. Mais il s'y connaît